

## L'expulsion est une pratique barbare qu'il faut abolir.

Le marché immobilier n'a qu'un seul objectif : permettre à ceux qui ont déjà de l'argent d'en gagner encore plus. Le logement est un droit fondamental qui doit sortir de cette logique.

Le gouvernement actuel poursuit une politique dans la droite ligne du précédent, et l'argent qui a été donné aux banques, continue à l'être aux patrons. L'ANI et la loi de Compétitivité Emploi votées en 2013 en sont les tristes exemples. Nous exigeons que cet argent soit repris pour permettre à tous l'accès à un logement pérenne.

Nous continuons de subir la chasse aux pauvres et leur stigmatisation (travailleurs précaires, chômeurs, étudiants, Roms, Sans Papiers...) et cela dans le mépris total des valeurs d'égalité, de fraternité, de liberté et de solidarité.

Le dispositif DUFLOT continue d'être un cadeau fiscal aux propriétaires bailleurs tandis que la loi du même nom a été vidée de son sens, échec de la loi DALO, déficit de construction et logements sociaux nouvellement construits toujours trop chers pour les ménages les plus modestes. Dans cette dynamique, les expulsions se poursuivront, la loi du marché continuera de faire augmenter les loyers.

Les loyers et les charges liés au logement (eau, gaz, électricité, chauffage..) continuent d'augmenter. Par contre, les ressources des familles déjà durement touchées par la crise, ne cessent de baisser et le chômage explose. Les expulsions de locataires sont de plus en plus nombreuses et le droit au logement n'existe plus.

Cette situation doit contraindre le gouvernement à abolir les expulsions. Nous exigeons qu'une véritable politique ambitieuse et volontariste en faveur de l'habitat pour tous soit portée et garanti par l'état.

Quelque soit son statut et ses ressources, chacun doit avoir le droit de s'épanouir dans un logement correspondant à ses besoins et à ses souhaits. Nous n'avons pas besoin qu'on nous impose un contrôle social, nous voulons des logements et les moyens de vivre dignement!

## C'est l'indignation, la colère qui doivent nous guider.

## C'est la justice sociale et non la charité que nous réclamons !

### Nous exigeons :

- L'arrêt des expulsions, de toutes les expulsions.
- L'application de la loi de réquisition
- Le droit à un logement décent pour tous
- La construction de logements sociaux accessibles à tous (PLAI)
- L'arrêt des démolitions de HLM sans construction préalable
- Le libre choix de son quartier de résidence.
- L'encadrement des loyers et des charges locatives des secteurs privé et public

**STOP à la résignation !  
Organisons notre combat !**

Signataires :

# POUR L'ARRÊT DES EXPULSIONS ET LE DROIT AU LOGEMENT POUR TOUS !



## MANIFESTATION UNITAIRE SAMEDI 15 MARS 2014 DEPART 14H30 GRAND PLACE DE LILLE

Manifestation unitaire organisée par : les Ateliers Populaires d'Urbanisme – APU Moulins, APU Wazemmes et APU Vieux Lille – Indecosa CGT

## L'expulsion est une pratique barbare qu'il faut abolir.

Le marché immobilier n'a qu'un seul objectif : permettre à ceux qui ont déjà de l'argent d'en gagner encore plus. Le logement est un droit fondamental qui doit sortir de cette logique.

Le gouvernement actuel poursuit une politique dans la droite ligne du précédent, et l'argent qui a été donné aux banques, continue à l'être aux patrons. L'ANI et la loi de Compétitivité Emploi votées en 2013 en sont les tristes exemples. Nous exigeons que cet argent soit repris pour permettre à tous l'accès à un logement pérenne.

Nous continuons de subir la chasse aux pauvres et leur stigmatisation (travailleurs précaires, chômeurs, étudiants, Roms, Sans Papiers...) et cela dans le mépris total des valeurs d'égalité, de fraternité, de liberté et de solidarité.

Le dispositif DUFLOT continue d'être un cadeau fiscal aux propriétaires bailleurs tandis que la loi du même nom a été vidée de son sens, échec de la loi DALO, déficit de construction et logements sociaux nouvellement construits toujours trop chers pour les ménages les plus modestes. Dans cette dynamique, les expulsions se poursuivront, la loi du marché continuera de faire augmenter les loyers.

Les loyers et les charges liés au logement (eau, gaz, électricité, chauffage..) continuent d'augmenter. Par contre, les ressources des familles déjà durement touchées par la crise, ne cessent de baisser et le chômage explose. Les expulsions de locataires sont de plus en plus nombreuses et le droit au logement n'existe plus.

Cette situation doit contraindre le gouvernement à abolir les expulsions. Nous exigeons qu'une véritable politique ambitieuse et volontariste en faveur de l'habitat pour tous soit portée et garanti par l'état.

Quelque soit son statut et ses ressources, chacun doit avoir le droit de s'épanouir dans un logement correspondant à ses besoins et à ses souhaits. Nous n'avons pas besoin qu'on nous impose un contrôle social, nous voulons des logements et les moyens de vivre dignement!

## C'est l'indignation, la colère qui doivent nous guider.

## C'est la justice sociale et non la charité que nous réclamons !

### Nous exigeons :

- L'arrêt des expulsions, de toutes les expulsions.
- L'application de la loi de réquisition
- Le droit à un logement décent pour tous
- La construction de logements sociaux accessibles à tous (PLAI)
- L'arrêt des démolitions de HLM sans construction préalable
- Le libre choix de son quartier de résidence.
- L'encadrement des loyers et des charges locatives des secteurs privé et public

**STOP à la résignation !**

**Organisons notre combat !**

Signataires :

# POUR L'ARRÊT DES EXPULSIONS ET LE DROIT AU LOGEMENT POUR TOUS !



## MANIFESTATION UNITAIRE SAMEDI 15 MARS 2014 DEPART 14H30 GRAND PLACE DE LILLE

Manifestation unitaire organisée par : les Ateliers Populaires d'Urbanisme – APU Moulins, APU Wazemmes et APU Vieux Lille – Indecosa CGT